



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240408-lmc1325931-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 10 avril 2024
Date de publication : 10/04/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 8 AVRIL 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/226		
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 60 000 € AU BENEFICE DE L'ASSOCIATION "TOULON METROPOLE ATHLETISME" - CONVENTION D'OBJECTIFS 2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Arnaud LATIL.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/226

BUREAU DU 8 AVRIL 2024

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT
DE 60 000 € AU BENEFICE DE L'ASSOCIATION
"TOULON METROPOLE ATHLETISME" - CONVENTION
D'OBJECTIFS 2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et
au Bureau,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT la demande de soutien émanant de l'association « Toulon Métropole Athlétisme », ayant son siège social : Complexe sportif Léo Lagrange – 157 avenue René Cassin - 83100 Toulon pour l'organisation du meeting international d'athlétisme,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite soutenir cette association pour l'organisation du meeting pour l'année 2024,

CONSIDERANT que cette demande de subvention concerne l'organisation de l'édition 2024 du meeting international d'athlétisme pour un montant de 60 000 €, selon les modalités précisées dans la convention annexée,

CONSIDERANT que les actions menées par cette association entrent dans le cadre de la politique sportive de la Métropole,

CONSIDERANT que ce projet génère un intérêt économique et une fréquentation touristique sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée hors saison estivale,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs ci-annexée avec l'association « Toulon Métropole Athlétisme », pour l'organisation du meeting international d'athlétisme pour 2024.

ARTICLE 3

D'ATTRIBUER une subvention de 60 000 € (soixante mille euros) à l'association « Toulon Métropole Athlétisme » pour l'organisation du meeting international d'athlétisme.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de l'exercice 2024 – article 65748 – opération 52237.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 8 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Convention d'objectifs

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association « **Toulon Métropole Athlétisme** » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège social au Complexe sportif Léo Lagrange – 157 avenue René Cassin - 83100 Toulon, représentée par le ou la responsable dûment mandaté, Monsieur Marc CAMBRELING habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La convention d'objectif a pour objet l'organisation du Meeting International Toulon Provence Méditerranée.

Parallèlement à cet événement d'envergure, il est proposé la mise en place d'un dispositif d'animations du mercredi 22 mai au vendredi 24 mai avec le programme suivant :

- Mercredi 22 mai : accueil des centres de loisirs du territoire métropolitain sur un format ½ journée (9h30-12h) avec vingt ateliers encadrés par les éducateurs des clubs d'athlétisme de la métropole sur le complexe Léo Lagrange.
- Mercredi 22 mai : accueil des sections athlétisme des collèges du territoire métropolitain, mise en place de compétition : sprint, fond, lancé de vortex, relais de 13h30 à 16h30 encadrés par des éducateurs.
- Jeudi 23 mai : accueil des écoles élémentaires du territoire métropolitain de 9h à 11h et de 14h à 16h même dispositif que pour l'accueil des centres de loisirs.
- Vendredi 24 mai : course régionale de 18h30 à 19h30 et meeting de 19h à 21h30.

Chaque participant recevra une invitation pour le meeting.

Ce dispositif « La semaine de l'athlétisme » s'inscrit parfaitement dans le cadre du label Terre de jeux et permet de mettre en avant l'excellence des installations du complexe sportif métropolitain de Léo Lagrange labellisé Centre de Préparation aux Jeux (CPJ).

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier et la mise à disposition apportés par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an sur l'exercice comptable 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association Toulon Métropole Athlétisme à hauteur de 60 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal sur l'imputation budgétaire opération 52237 chapitre 65 fonction 30 article 65748.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 43 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

La Métropole met à disposition de l'association le stade d'athlétisme avec ses aires de sauts et de lancers, la tribune, le salon d'honneur et le parking, ainsi que les terrains 2 et 3 pour l'échauffement des athlètes, le tout valorisé à hauteur de 1240 euros.

La Métropole insèrera un visuel fourni par l'association et validé par la Métropole dans la programmation des écrans TFT des bus du réseau mistral durant la semaine précédant l'évènement. Cette diffusion est valorisée à 1500€, tarif applicable dans le cadre de la délégation de service public contractualisée entre l'entreprise RATP et la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 60 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 80 % soit 48 000 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 12 000 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,
 - ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association, bilan, compte de résultats et annexes. Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : public accueilli estimé environ à 1500 personnes + 1000 enfants attendus lors des ateliers découverte

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matières des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Monsieur Marc CAMBRELING

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : L'organisation du Meeting International Toulon Provence Méditerranée et parallèlement à cet événement, il est proposé la mise en place d'un dispositif d'animations du mercredi 22 mai au vendredi 24 mai.

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
140 000 €	70 000 €	130 000€

a) Objectif(s):

Découverte de l'athlétisme auprès des enfants et adolescents du territoire métropolitain lors des journées d'initiation.

Rayonnement du territoire métropolitain grâce au meeting international.

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o 1500 spectateurs pour le meeting
 - o 1 000 enfants pour les ateliers découverte

c) Public(s) visé(s) :

Tout public, invitation remises aux centres de loisirs et écoles primaires du territoire métropolitain.

Compétiteurs du meeting régional.

d) Localisation : territoire métropolitain,

Complexe sportif Léo Lagrange et rayonnement international.

e) Moyens mis en œuvre :

recherche de partenaires privés, communication interne

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

CHARGES	<u>Montant</u>	PRODUITS	<u>Montant</u>
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	1 800	74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	15 000
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	30 000
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI	70 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	49 000	-	
Publicité, publication	13 600	Commune(s) :	15 000
Déplacements, missions	20 300	-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante	2 300	Dont cotisations, dons manuels ou legs	

		Aides privées	10 000
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles	53 000	77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		76 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	140 000	TOTAL DES PRODUITS	140 000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	11 000
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	11 000	875- Dons en nature	
TOTAL	11 000	TOTAL	11 000
<p>La subvention de 60 000€ représente 43% du total des produits :</p> <p>(montant attribué/total des produits) x 100.</p>			



**REGLEMENT INTERIEUR
DU COMPLEXE SPORTIF
LEO LAGRANGE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : APPLICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur est applicable sur l'ensemble du domaine foncier du complexe sportif Léo Lagrange, 157 avenue René CASSIN, 83100 TOULON. Les installations sont gérées et administrées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM).

Le présent règlement intérieur, définit les règles d'utilisation des équipements permettant la pratique d'activités sportives et de loisirs.

Il a pour but d'assurer la sécurité et s'applique à l'ensemble des usagers qui utilisent le complexe sportif et qui dans la pratique de leurs activités personnelles, veilleront à ne pas nuire à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité d'autrui et fixe les prescriptions relatives à l'intégrité des biens meubles et immeubles afin de garantir que le patrimoine collectif ne soit pas dégradé ou détérioré.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DES INSTALLATIONS

Le complexe sportif Léo Lagrange est un établissement recevant du public (ERP) de catégorie 1 et de style plein air (PA).

Article 2.1 : Description du Pôle scolaire

- 1 terrain de football en gazon synthétique de 4 500 m²
- 1 terrain mixte (basket, volley) de 1 120 m²
- 1 terrain mixte (hand, basket, volley) de 2 016 m² entouré d'une piste de 2 couloirs de 225 m
- 24 vestiaires collectifs
- 2 blocs sanitaires avec accès PMR.
- 2 vestiaires professeurs avec sanitaires
- 2 locaux de rangement matériel professeur
- 1 salle de réunion
- 2 Locaux techniques
- 1 locale poubelle
- 1 loge gardien

Article 2.2 : Description du Pôle compétition

- 1 terrain synthétique (n°3) foot/ rugby de 6 000 m²

- 1 terrain synthétique (n°2) foot/ rugby 7 820 m2
- 1 terrain d'honneur pelousé foot/rugby 7 820 m2
- 1 piste de 400m avec 8 couloirs, rivière et steeple
- Aires de lancer terrain d'honneur/entraînement
- Aires de lancer échauffement scolaire et compétition
- Aires de saut (perche et hauteur)
- 2 tribunes couvertes (1500 et 1300 places)
- 8 vestiaires
- 4 blocs sanitaires et 2 accès aux PMR
- 2 salles de musculation et cardio
- 1 salle de relaxation
- 5 vestiaires arbitres
- Locaux de stockage
- Bureaux et locaux divers
- 1 salle de presse
- 1 infirmerie, 1 salle anti-dopage, bureau médecin
- 1 salle de réception
- 2 postes de contrôle sécurité
- 2 billetteries
- 2 buvettes

Il est précisé que les installations et matériels mis à disposition ont été contrôlés et répondent aux normes législatives en vigueur.

Bâtiment sous alarme anti-intrusion et sous vidéo-surveillance.

TITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1 : PERIODES D'OUVERTURES ET HORAIRES

Les installations sportives sont ouvertes :

➤ En semaine :

- Du 2 janvier au 31 décembre de 8h à 22h
- Du 1^{er} juillet au 15 août de 8h à 20h

➤ Le week-end :

- Ouverture de 09h à 18h sauf juin, juillet et août 09h à 20h

Certaines manifestations exceptionnelles pourront faire l'objet d'aménagements horaires.

Les installations sportives sont fermées les jours fériés. Cependant des ouvertures ponctuelles et exceptionnelles peuvent être accordées sur demande écrite adressée au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'accès aux installations sportives est exclusivement réservé aux membres de l'association ou de l'organisme ayant fait l'objet d'une mise à disposition annuelle ou temporaire. Les membres de l'association seront encadrés par un responsable adulte qui pourra témoigner de leur appartenance et s'occupera des bonnes conditions de fonctionnement de l'activité.

ARTICLE 2 : ACCES ET MISE A DISPOSITION

Seuls les utilisateurs ayant fait une demande écrite auprès de TPM de mise à disposition d'une des installations sportives (associations sportives, civiles, établissements scolaires et universitaires, comités des différentes fédérations régulièrement déclarés, comités d'entreprises ou éventuellement athlètes déclarés licenciés, équipes sportives professionnelles ou autres) et ayant obtenu une autorisation peuvent y avoir accès.

ARTICLE 2.1 : Procédure de mise à disposition annuelle

Toute demande d'utilisation des structures de manière régulière et périodique doit se faire par écrit au plus tard le 15 juin lors de chaque nouvelle saison sportive (de septembre à juin) à l'attention de Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les demandes d'utilisation s'inscrivent dans un calendrier annuel.

L'utilisation des structures du complexe sportif devra faire l'objet d'une convention d'occupation temporaire signée par les représentants des deux parties à la convention.

En cas d'absences répétées (trois absences), l'association (ou club) qui bénéficie de l'attribution d'un créneau horaire sur le complexe sportif, se verra automatiquement retirer celui-ci.

ARTICLE 2.2 : Procédure de mise à disposition ponctuelle

Pour les demandes de mises à disposition ponctuelles, (après l'accord de principe obtenu deux mois avant la manifestation), elles doivent faire l'objet d'une demande écrite au moins un mois avant l'utilisation projetée, accompagnée du formulaire manifestations sportives accessible sur le site internet de TPM.

Pour toutes les demandes, le service instructeur doit avoir connaissance de :

- L'objet et la nature de la manifestation
- La qualité du demandeur ;
- Le nombre approximatif d'usagers ;
- La nature des infrastructures réservées ;
- Le nombre et la nature des matériels sportifs demandés ;
- Les coordonnées du prestataire intervenant sur le complexe sportif le cas échéant.

La mise à disposition de l'installation par TPM entraîne une acceptation sans réserve du présent règlement.

L'association, le regroupement ou les personnes morales ou physiques, bénéficiaire d'une mise à disposition, ne peuvent en aucun cas rétrocéder l'usage de l'installation à un tiers.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, peut en cas de circonstances exceptionnelles (intempéries, travaux, entretien divers) et pour des raisons de sécurité publique modifier temporairement et unilatéralement le calendrier d'utilisation de l'installation et même en interdire l'accès.

Un panneau apposé à l'entrée de l'installation et éventuellement un courrier informeront les utilisateurs des modifications éventuelles.

Aucune modification unilatérale du calendrier n'ouvre droit, ni à une indemnisation, ni à une compensation auprès des utilisateurs concernés

ARTICLE 2.3 : Encadrement

Le complexe sportif ne pourra être utilisé sans la présence d'un professeur E.P.S, ou pour les associations, d'un responsable d'équipe ou de section désigné par le président de chacune d'elles.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité, du lieu de l'infirmerie avec téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires, des consignes particulières et s'engagent à les respecter.

Ils devront en outre respecter et faire respecter le présent règlement aux membres du groupe dont ils ont la charge.

En début de chaque année scolaire, les établissements scolaires devront fournir l'identité des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le Président de l'association devra s'assurer que l'encadrement des disciplines sportives pratiquées est assuré par des éducateurs qualifiés diplômés et en nombre suffisant par rapport au nombre de licenciés présents par créneau horaire attribué. Aussi, Les associations devront faire connaître l'identité du ou des responsables à chaque entraînement, et ces personnes devront fournir un document attestant de leur capacité à encadrer (B.E - D.E ...) Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou initiation sportive, sans autorisation.

TPM se réserve le droit de demander la communication des diplômes et brevets auprès de chaque structure associative.

ARTICLE 3 : COMPETITIONS ET MANIFESTATIONS

La demande de mise à disposition occasionnelle et exceptionnelle s'effectue comme suit :

- Etape 1 : Deux mois minimum avant la manifestation : Contacter le complexe sportif afin de connaître les disponibilités
- Etape 2 : Deux mois minimum avant la manifestation : Télécharger et imprimer le formulaire "demande d'autorisation pour l'organisation de manifestation sur un équipement sportif de TPM"
- Etape 3 : Un mois minimum avant la manifestation : Renvoyer le formulaire "manifestations sportives" complété et accompagné des pièces demandées et du courrier de demande de mise à disposition à adresser à l'attention de Monsieur le Président de TPM.

La demande de mise à disposition devra être renseignée concernant la nature de la manifestation, le nombre de participants, le public attendu...

- Etape 4 : Un mois minimum avant la manifestation : Analyse de la demande et réponse par mail et courrier de la part de la direction des sports de TPM et convocation sur site en cas de réponse positive.
- Etape 5 : 15 jours avant la manifestation : En fonction du nombre d'utilisateurs et de spectateurs attendus, une réunion sécurité pourra être organisée sur le site avec le responsable du complexe sportif.

En cas d'annulation de la manifestation, le demandeur est prié de prévenir la Direction des sports afin de pouvoir réaffecter les moyens réservés à d'autres organismes.

Avant chaque manifestation, une visite des lieux contradictoire, en présence de l'agent de surveillance et du responsable utilisateur sera faite. Cette visite donnera lieu à des observations sur le cahier de service constatant d'éventuelles détériorations.

Aussitôt après la manifestation, une nouvelle visite aura lieu dans les mêmes conditions afin de préciser les éventuels dégâts, constatés par l'agent de surveillance, effectués par l'utilisateur.

A l'occasion d'une manifestation de grande envergure, le Complexe sportif pourra être ouvert au public une demi-heure avant l'heure du début de la manifestation. Il peut l'être plus tôt selon la réglementation en vigueur sur demande de l'organisateur et après accord de la Direction des sports de TPM.

Il est interdit de laisser entrer les spectateurs par d'autres portes que celles réservées au public.

Les Présidents d'associations et dirigeants sont responsables de la conduite de leurs membres aussi bien sur les aires de jeux que dans les locaux (vestiaires, couloirs...) mais également de la bonne tenue du public lors des entraînements et des compétitions.

L'organisateur doit assurer la sécurité de la manifestation et veiller à son bon déroulement. A ce titre, l'organisateur est tenu d'assurer la présence d'un médecin ou d'une équipe de secouristes pour toute la durée de la manifestation.

L'organisateur est responsable de la sécurité à l'intérieur du complexe sportif et dans ses abords immédiats. Il doit, en conséquence, prendre toutes les dispositions nécessaires à titre préventif afin que d'éventuels incidents ou accidents ne se produisent.

Sur place, un dispositif de sécurité et un service d'ordre devront être installés pour répondre aux cas d'urgence (incendie, désordre, mouvement de panique...) nécessitant l'intervention de professionnels.

En cas de besoin, les secours doivent être sollicités par les organisateurs de la manifestation qui doivent en informer le PC sécurité. Les frais éventuels demeurent à la charge de l'organisateur.

L'organisateur des rencontres ne doit en rien modifier les dispositions d'accueil et d'évacuation du public ; en particulier, toutes les issues permettant l'évacuation rapide devront être placées sous le contrôle d'un agent de TPM qui disposera des clés et se tiendra en permanence à proximité de ces issues pendant toute la durée de présence du public.

Il incombe aux clubs organisateurs de communiquer, avant toute manifestation, à TPM le dispositif qui sera mis en place en termes de moyens de prévention et de secours.

Pour des raisons de sécurité ou si des vices dans l'organisation de la manifestation venaient à être constatés, Monsieur le Président de TPM se réserve le droit d'interdire le déroulement de la manifestation, même annoncée au public, sans que ceci puisse ouvrir droit à dédommagement.

ARTICLE 3.1 : Buvettes

L'ouverture temporaire d'un débit de boisson est subordonnée à une autorisation de TPM et le débitant devra effectuer une déclaration en mairie.

Le matériel mis à disposition devra être utilisé conformément à sa destination. Il ne pourra être transporté sur un autre lieu.

Aucune manipulation des installations fixes n'est autorisée (eau, chauffage, éclairage). En cas d'installations supplémentaires d'appareils, d'éclairages, de sonorisation, l'utilisateur devra se conformer aux prescriptions techniques et répondre aux normes de sécurité prévues pour les établissements recevant du public.

Les utilisateurs devront veiller à ce qu'en aucun cas, le bruit ne puisse gêner les habitants du quartier.

Le nettoyage de la buvette est à la charge de l'association utilisatrice qui devra restituer les lieux dans l'état où elle les aura trouvés à son arrivée.

Les utilisateurs sont responsables de tous les dégâts directs ou indirects qu'ils pourront occasionner ou laisser occasionner ainsi que des accidents ou des troubles

causés du fait des personnes présentes dans l'enceinte de l'établissement aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment.

La personne responsable désignée sur la demande d'autorisation de buvette, s'engage à payer le montant des dégradations qui auraient été commises, ceci sur simple courrier qui lui sera adressé. Par ailleurs, l'association organisatrice devra justifier, au moins 48 heures avant la manifestation, d'une assurance garantissant les risques et responsabilités qu'ils peuvent encourir du fait de l'utilisation de la buvette.

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR :

La vente de boisson alcoolisée (boissons du groupe 2 à 5) est interdite dans les enceintes sportives (loi du 10 janvier 1991), cependant les associations sportives (agrées conformément à la loi du 16 juillet 1984) peuvent adresser à Monsieur le Maire une demande d'autorisation temporaire d'ouverture de buvette, dans la limite de dix autorisations annuelles.

Cette autorisation concerne la vente à consommer sur place, ou à emporter uniquement des boissons de 2ème et 3ème groupe (vin, bière, cidre, apéritifs à base de vin et liqueurs de fruits < 18 °).

ARTICLE 3.2 : Publicité

TPM autorise, sous réserve d'une demande écrite et d'un accord express du Président, l'occupant à exploiter la publicité dans l'enceinte du complexe sportif aux endroits prévus à cet effet. Cette publicité devra exclusivement avoir un caractère commercial et institutionnel.

Cette exploitation est accordée sous les clauses et conditions expresses suivantes :

- la publicité écrite ou sonore sera exclusivement commerciale et institutionnelle, elle ne devra pas porter atteinte aux bonnes mœurs, ni avoir un caractère politique ou confessionnel, de manière directe ou indirecte ;
- les lois en vigueur relatives à la publicité, l'affichage et le bruit devront être rigoureusement respectées ;
- TPM se réserve le droit de poser tout panneau à son logo à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

L'organisateur s'engage ainsi à :

- solliciter par écrit TPM pour toute demande d'autorisation d'afficher un nouveau sponsor privé dans l'enceinte du complexe sportif;
- demander à TPM son autorisation pour chaque saison sportive ;
- n'afficher dans l'enceinte de l'équipement sportif que les sponsors pour lesquels TPM aura donné son autorisation ;
- n'afficher que les sponsors ou équipementiers du club avec lesquels celui-ci a contracté et desquels il retire un avantage particulier qu'il soit en nature ou financier ;
- n'afficher que des bâches publicitaires ne dépassant pas les dimensions suivantes : 3 m x 1 m ;
- respecter la sécurité des usagers en veillant à la conformité des systèmes d'attache de l'affichage desdits sponsors.

A tout moment la Métropole se réserve le droit de faire enlever les panneaux publicitaires dans le cadre de manifestations exceptionnelles ou pour préserver l'intérêt général.

ARTICLE 3.3 : Billetterie

L'organisateur peut solliciter, par demande écrite adressée au minimum un mois avant la date de la manifestation, TPM de l'autoriser à percevoir le produit des ventes de places et à conserver les sommes ainsi perçues.

L'organisateur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des recettes. TPM décline toute responsabilité en cas de vol.

Il ne pourra être vendu ou distribué par l'organisateur un nombre de billets supérieur à celui du nombre de places prévu dans les tribunes et déterminé par la Commission de Sécurité.

ARTICLE 3.4 : Redevances et taxes

Toutes les taxes et impôts afférents aux spectacles et manifestations ainsi que les droits d'auteur seront acquittés par les organisateurs.

ARTICLE 4 : INTERDICTIONS

L'accès complexe sportif est strictement interdit :

- Aux personnes en état d'ébriété,
- Aux personnes ayant une tenue inappropriée,

- A toutes personnes dont le comportement pourrait porter atteinte à la tranquillité, aux bonnes mœurs ou au travail des groupes en activité,
- Aux animaux, même muselés et tenus en laisse et autres précautions,
- Aux groupes ou associations non prévus sur les plannings d'utilisation.

Dans l'enceinte du complexe sont interdits :

- 1 Les réunions, discussions ou propagande d'ordre politique, philosophique, ou confessionnel,
- 2 Les paris et jeux d'argents,
- 3 Les appareils automatiques type machine à sous,
- 4 Les jets de débris, de détritus ou de tout objet quelconque, ailleurs que dans les poubelles prévues à cet effet,
- 5 Les quêtes sauf autorisation,
- 6 La distribution de tracts ou de prospectus à caractère non sportif,
- 7 De coller des avis ou affiches etc., quel qu'en soit le caractère,
- 8 Tous les animaux, même les chiens muselés et tenus en laisse. Toutefois sont autorisés les chiens utilisés par les autorités policières ou par des agences de sécurité agréées à des fins de surveillance,
- 9 De fumer dans l'enceinte de l'établissement et sur son parvis,
- 10 La vente de boissons alcoolisées, la publicité par haut-parleur, les bals, banquets, lotos, kermesses, tombolas, arbre de Noël, sauf autorisations ponctuelles prévus par les textes ou accordées par TPM,
- 11 Aux personnes de pénétrer sur les aires sportives non munies de chaussures de sports conformes et en parfait état de propreté,
- 12 D'entreposer du matériel dans les halls, couloirs, salles et devant les sorties de secours,
- 13 D'apporter des modifications à l'aspect et à l'usage des installations,
- 14 Aux spectateurs de pénétrer sur les aires de pratique sportive,
- 15 La fabrication et la consommation de repas dans ces installations hormis à la buvette,
- 16 D'introduire des bouteilles ou gobelets en verre dans l'établissement,
- 17 Toute atteinte aux fleurs, arbustes, arbres, clôtures, piliers..., à toute installation ou ouvrage faisant partie du complexe sportif.
- 18 De marcher dans les espaces verts du site,
- 19 De circuler dans l'enceinte de l'équipement sportif en automobile, motocyclette, scooter et autres engins motorisés. Les véhicules motorisés devront obligatoirement être garés aux emplacements prévus à cet effet au sein des parkings du site.

TITRE III : MESURES DE SECURITE

ARTICLE 1 : SECOURS ET SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

La Métropole s'engage, par la présence permanente d'un agent pendant les heures d'ouverture, à assurer :

- Accueil et information des usagers,
- La sécurité du site,
- Le bon fonctionnement du matériel mis à disposition,
- L'accessibilité et l'hygiène des locaux,
- L'accès et la fermeture du site.

Le personnel encadrant de chaque structure accueillie est dans l'obligation de détenir une trousse de 1^{er} secours par groupe constitué, de connaître le plan général d'évacuation du site et les espaces interdits au public.

Le public est tenu de se conformer aux consignes du personnel du complexe sportif et de respecter l'ensemble des textes réglementaires de portée générale ou spécifique pour les activités pratiquées.

Une infirmerie est disponible dans l'enceinte du complexe sportif.

Tout accident doit être signalé au personnel permanent afin qu'il puisse avertir et/ou organiser les secours.

Tout groupe, qu'il s'agisse d'une structure publique ou privée doit avoir un responsable qui s'assurera du respect du présent règlement intérieur par les publics qu'il représente.

Le responsable devra prendre les mesures propres à assurer la sécurité des participants et le respect des autres groupes.

ARTICLE 2 : SECURITE INCENDIE

L'ensemble des utilisateurs du site devra respecter les consignes de sécurité spécifiques qui peuvent être indiquées dans un bâtiment ou une partie du complexe sportif.

Il s'agit de :

- Prendre connaissance des plans d'évacuation et emplacements d'extincteurs dans la zone de pratique utilisée.
- Laisser libre les sorties de secours, cages d'escalier et accès aux locaux techniques et équipements de sécurité

- Signaler immédiatement, selon les procédures d'urgence en vigueur, tout incident, accident, anomalie, présence ou comportement anormal constatés, pouvant représenter un danger ou une menace

ARTICLE 3 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT

La circulation des véhicules à moteur autres que les véhicules de secours, de maintenance des équipements de sécurité et de service du complexe sportif est interdite au-delà des limites de stationnement. Des dérogations pourront être accordées par le personnel du complexe sportif, sur demande expresse des utilisateurs, afin de faciliter le bon déroulement des accueils des différentes structures.

En dehors des véhicules de service, de secours et de lutte contre les incendies, la vitesse autorisée est de 30 km heure.

Saut dérogation particulière, les règles de circulation applicables sur le site sont celles édictées par le code de la route.

Tout stationnement est strictement interdit en dehors des espaces aménagés ou signalés à cette fin. Tout véhicule stationné reste sous la garde juridique de son utilisateur.

TITRE IV : DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU SITE

ARTICLE 1 : REGLEMENTATION DE L'UTILISATION DES TERRAINS

Il est interdit d'utiliser des crampons vissés sur les pelouses synthétiques (entraînement et match) ainsi que sur la pelouse d'honneur lors des entraînements.

ARTICLE 2 : REGLEMENTATION DE L'UTILISATION DES AIRES DE LANCERS ET DE SAUTS

L'accès aux aires de lancers devra être encadré afin que la discipline soit pratiquée en toute sécurité. Son accès et son utilisation s'effectuent sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrant.

Les protections des matelas de saut devront être enlevées et remises après chaque utilisation par les utilisateurs.

L'aire de lancers peut être utilisée pour la pratique des disciplines suivantes :

- Javelot,
- Poids,
- Disque,
- Marteau.

Pour des raisons de sécurité des usagers, une seule discipline peut être pratiquée à la fois sur l'aire de lancers.

ARTICLE 3 : REGLEMENTATION DE L'UTILISATION DES VESTIAIRES

A chaque créneau, un agent TPM vérifiera que les vestiaires n'ont fait l'objet d'aucune dégradation.

Les vestiaires du pôle scolaire ayant une capacité maximum de 19 personnes, il sera donc obligatoire d'en demander un second si ce nombre est dépassé.

ARTICLE 4 : REGLEMENTATION DE L'UTILISATION DES BUREAUX

Un bureau peut être mis ponctuellement à disposition des associations.

Un planning d'utilisation des bureaux sera mis en place par TPM.

L'association devra veiller au respect du matériel mis à sa disposition et devra restituer les clefs aux agents en poste après l'utilisation du bureau.

Les bureaux mis à disposition des associations doivent permettre aux éducateurs de préparer les entraînements. La mise à disposition d'un local ou bureau ne peut en aucun cas devenir un lieu d'affectation définitif.

ARTICLE 5 : ACCES AU POLE SCOLAIRE

Afin d'assurer le bon fonctionnement des installations mises à disposition, il est impératif que l'établissement scolaire :

- respecte les horaires et le calendrier établis en début de saison,
- utilise le créneau (pour la classe correspondante) qui lui a été attribué en début d'année,
- assure l'encadrement de la pratique sportive tout au long de l'année, et pendant toute la durée du créneau attribué.

Un registre sera tenu par le personnel du site permettant de contrôler les attributions de créneaux ; les professeurs seront tenus de le viser lors de chaque séance.

Les lycées et collèges seront tenus de communiquer à la Direction des sports de la Métropole, le nom et les coordonnées du ou des responsables présents sur site.

TPM se réserve le droit d'informer chaque établissement des éventuelles dérives ou problèmes de discipline rencontrés.

Dans le cas de l'organisation de rencontres inter classes ou de tournois scolaires, les établissements scolaires devront suivre les démarches inhérentes à l'organisation des manifestations exceptionnelles.

ARTICLE 6 : ACCES DU PUBLIC NON LICENCIE

Le complexe sportif Léo Lagrange est ouvert à la pratique du sport de loisir (jogging, marche etc.) dans les conditions règlementaires d'ouverture du site.

Ces pratiques n'ouvrent pas droit à l'accès total du site. Le responsable de l'ERP décidera de l'attribution des différentes installations (parcours santé, terrains multisports, terrains synthétiques...) ainsi que des créneaux disponibles en fonction des besoins et des disponibilités.

Un panneau d'information à destination du public non licencié est positionné aux deux entrées du site.

TITRE V : RESPONSABILITES ET SANCTIONS

ARTICLE 1 : ACCEPTATION DU REGLEMENT

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Une copie de ce règlement sera remise par TPM à chaque utilisateur au moment de l'acceptation écrite de sa demande. Les utilisateurs doivent accepter sans réserve toutes les clauses prévues au règlement et s'engager à les respecter eux-mêmes et à les faire respecter par leurs adhérents. A cet effet, ils doivent obligatoirement retourner à TPM un exemplaire du présent règlement accepté et signé par les responsables dûment habilités.

Les responsables de groupes ou les professeurs chargés de l'encadrement des scolaires sont chargés de veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

ARTICLE 2 : DEGRADATIONS, PERTES ET VOLS

Le complexe sportif décline toute responsabilité à l'égard des pertes, vols et détériorations des biens appartenant aux utilisateurs lors de leur présence sur le site.

Toute dégradation, dommage, perte et vol des biens de l'équipement sportif constaté, engage la responsabilité de son auteur.

Si l'auteur n'est pas identifié, l'équipement sera définitivement interdit aux groupes. Afin de limiter les vols, les utilisateurs prendront soin de ne laisser aucun objet personnel sans surveillance.

La Métropole TPM décline toute responsabilité en cas de vol, détérioration ou dommage pouvant être subi sur les biens ou les personnes à l'intérieur de l'équipement sportif.

Les utilisateurs sont responsables des dommages causés aux installations et les frais de remise en état sont à leur charge.

Les personnes morales ou physiques utilisatrices sont responsables des accidents résultant de l'utilisation de l'installation à l'égard des pratiquants lors des entraînements. Cette responsabilité s'applique également aux dégâts matériels qui pourraient en résulter pour les installations et équipement métropolitains.

Les associations et clubs sportifs doivent être couverts par une assurance dont la police sera communiquée à la Métropole.

La pratique des différentes activités sur les équipements sportifs du complexe sportif impose de ne pas créer de nuisances ou gênes aux autres utilisateurs ainsi qu'aux riverains.

Le comportement des usagers ne doit en aucun cas choquer ou porter atteinte à la sécurité des groupes, à la salubrité du site, à sa tranquillité et aux bonnes mœurs.

Les équipements et matériels doivent être utilisés selon la destination pour laquelle ils ont été conçus dans le respect des règles en vigueur.

Les publics mineurs ne doivent pas rester sans encadrement ou surveillance (parents, animateurs...). Les responsables majeurs doivent assurer la sécurité des mineurs dont ils ont la charge et veiller à ce que ceux-ci ne dégradent pas les installations, le matériel et les espaces naturels mis à leur disposition.

ARTICLE 3 : RESPONSABILITE

Métropole Toulon Provence Méditerranée est dégagée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conforme à la réglementation en vigueur.

Les utilisateurs devront s'assurer auprès de leur fédération pour les éventuels dommages occasionnés par la pratique de leur activité.

ARTICLE 4 : SANCTIONS

En cas de manquement constaté dans l'application de ce règlement ou usage anormal des installations pourra entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du ou des contrevenants, le cas échéant sans préavis.

Je soussigné(e) : _____

Président(e) de l'association : _____

Certifie avoir pris connaissance du présent règlement intérieur et veiller à la bonne application de celui-ci par les adhérents de notre association.

Fait à Toulon, le _____

Signature :

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Marc CAMBRELING Président de l'association

.....
.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

..... TOULON METROPOLE ATHLETISME (TMA)...

.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 12 FÉVRIER 2024

à TOULON

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association
CAMBRELING Marc

Signature





STATUTS TOULON METROPOLE ATHLETISME

TITRE 1 – OBJET ET COMPOSITION

Article 1er - Définition

1. Il est créé entre les adhérents aux présents statuts, une Association dénommée TOULON METROPOLE ATHLÉTISME, qui a pour sigle TMA.
2. Il s'agit d'une Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 Aout 1901, les textes législatifs et réglementaires concernant les Associations Sportives, et par les règlements de la Fédération Française d'Athlétisme (FFA).
3. Sa durée est illimitée.
4. L'utilisation du sigle en dehors de l'association est subordonnée à l'autorisation du comité directeur.

Article 2 - Objet

5. Sur le modèle des « Ententes Athlétiques » de la FFA, l'Association a pour objet d'accueillir en son sein des « Clubs Associés », dénommés Sections Locales, affiliées à la FFA et ayant en commun la volonté de:
 - Développement de la pratique de l'athlétisme sous toutes ses formes, et/ou l'organisation de manifestations d'Athlétisme, dans le cadre de la délégation accordée par le Ministère chargé des Sports à la FFA et dans celui du développement durable;
 - Union et mutualisation des compétences et des moyens dans le champ de cette pratique;
 - Optimisation des performances, afin de donner une aura régionale et nationale à l'athlétisme local, par l'intermédiaire d'une structure commune, dans le respect de l'identité, des objectifs propres et de la culture de chacune des Sections Locales adhérentes;
 - Priorisation donnée à l'accompagnement de jeunes athlètes de TMA, de leur éducation d'adulte en devenir jusqu'à leur devenir d'éventuel champion.
6. Pour ce faire, l'association et ses membres s'engagent notamment à :
 - Interdire toute discrimination, notamment à caractère ethnique, politique ou religieux, et le respect de la charte d'éthique et de déontologie du Sport établie par la FFA et le Comité



National Olympique et Sportif Français, ainsi que la charte d'engagement républicain de la Loi du 24 Aout 2021.

- Respecter la réglementation de la FFA et de World Athletics.
- Rappeler la devise inscrite sur le blason de la ville de Toulon: "Concordia parva crescunt" ("Par l'Entente grandissent les petites choses")

Article 3 - Sièges Social

7. Le siège social du Club est fixé à Toulon : complexe sportif Léo Lagrange, 157 Avenue René Cassin, 83000 Toulon
8. Il peut être transféré dans tout autre lieu par simple décision du Comité Directeur.

Article 4 - Composition

9. TOULON METROPOLE ATHLETISME est une association sportive de type « Entente », à Sections Locales (ou Clubs associés), ouverte à toute adhésion, en priorité aux clubs d'athlétisme de la Métropole Toulonnaise, chacune d'elles conservant son autonomie administrative, financière et juridique.
10. L'adhésion de nouvelles Sections Locales sera soumise au vote du Comité Directeur (cf Titre 7- Sections Locales) et à l'approbation fédérale.
11. Chaque Section Locale se réserve le droit de quitter l'Association TOULON METROPOLE ATHLETISME par simple lettre recommandée adressée au Président au moins trois mois avant la clôture de la saison administrative.

Article 5 - Membres

12. L'Association ou Club Référent se compose :
 - De **membres actifs** ; sont désignés ainsi, les membres-adhérents licenciés à la Fédération Française d'Athlétisme au sein des Sections Locales affiliées à TOULON METROPOLE ATHLETISME à jour de leur cotisation, ainsi que les membres-adhérents licenciés directement au Club Référent (TMA).
 - De **membres honoraires** : le titre de membre d'honneur peut être décerné par le Comité Directeur aux personnes physiques ou morales qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'Association. Elles ne disposent pas du droit de vote à l'Assemblée Générale.
13. Toute mutation d'athlètes entre les différentes Sections Locales, et ce à partir de la catégorie minime; d'entraîneurs, officiels et de dirigeants licenciés en tant que tel, est interdite.
14. Dans le cadre de situations exceptionnelles, une demande motivée de dérogation pourra être adressée au Comité Directeur, et ce avant le 30 juin de l'année sportive en cours.
15. Ce dernier statuera sur la suite à donner à la demande dans un délai de 2 mois.



16. Un accord tripartite (TMA, Section Locale quittée, Section Locale d'accueil) devra obligatoirement être trouvé, sans quoi la mutation sera impossible.

Article 6 - Perte de la qualité de membres

La qualité de membre se perd par :

17. La demande de retrait d'une Section Locale à laquelle est adhérent le membre, comme décrit aux articles 4 (paragraphe 11) et 33 des statuts.
18. Le non-paiement de la cotisation.
19. La radiation prononcée par le Comité Directeur pour motifs graves susceptibles d'entraver le bon fonctionnement de l'Association.
20. Le décès.

Article 7 - Sanctions

21. Tout licencié de la FFA ayant contrevenu aux Statuts et Règlements régissant l'Athlétisme sur le plan national et international ou s'étant rendu coupable d'une faute contre l'honneur, la probité ou les bonnes mœurs est passible de sanctions définies dans le Règlement Disciplinaire de la FFA.
22. Tout litige entre la FFA, ses structures, ses membres et/ou ses licenciés sera traité, selon le cas, conformément aux Règlements Généraux ou au Règlement Disciplinaire de la FFA.
23. Tout Membre ayant contrevenu aux Statuts (et le cas échéant au Règlement Intérieur) du Club ou s'étant rendu coupable d'une faute contre l'honneur, la probité ou les bonnes mœurs pourra être sanctionné par le Comité Directeur à l'issue d'une procédure menée dans le respect des droits de la défense.
24. Dans une telle hypothèse, les sanctions applicables sont l'avertissement, le blâme, le retrait provisoire des droits attachés à la qualité de Membre, ou la radiation.



TITRE 2 - AFFILIATION

Article 8 – Affiliations :

25. L'Association est affiliée à la Fédération Française d'Athlétisme. Dans ce cadre, l'Association s'engage :
- A veiller à l'observation des règles déontologiques du sport définies par le Comité National Olympique et Sportif Français (C.N.O.S.F.) et à respecter les règles d'encadrement, d'hygiène et de sécurité applicables aux disciplines sportives pratiquées par ses membres actifs.
 - A agir sans discrimination dans le cadre de son organisation et de son activité.
 - A se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur qui prévoient notamment :
 - La tenue d'une Assemblée Générale annuelle.
 - La tenue d'une comptabilité complète de toutes les recettes et dépenses.
 - Au respect de l'égal accès des femmes et des hommes aux instances dirigeantes de l'Association, en veillant notamment à ce que la composition du Comité Directeur reflète autant que faire se peut, celle de l'Assemblée Générale.



TITRE 3 – COMITÉ DIRECTEUR ET BUREAU

Article 9 - Comité Directeur-

26. L'Association est administrée par un Comité Directeur.
27. Les membres du Comité Directeur sont désignés parmi les différentes Sections Locales et le Club Référent composant l'Association, selon le mode de représentativité suivant :

01 à 99 licenciés (ou de 1 à 799 pts FFA)	1 membre pour chaque Section Locale, dont : <i>Le Président de la Section Locale, membre de droit (1 suppléant désigné)</i> 3 Membre-adhérents pour le Club Référent (3 suppléants désignés)
entre 100 et 199 licenciés (ou de 800 à 1599 pts FFA)	2 membres pour chaque Section Locale dont : <i>Le Président de la Section Locale, membre de droit, et un Membre-adhérent de la S-L (2 suppléants désignés)</i> 3 Membre-adhérents pour le Club Référent (3 suppléants désignés)
≥ 200 licenciés (ou au-delà de 1600 pts FFA)	3 membres (3 suppléants désignés) dont : Le Président de la Section Locale membre de droit et deux Membre-adhérents de la S-L 3 Membre-adhérents pour le Club Référent

28. Les membres du Comité Directeur sont nommés jusqu'en 2024, puis pour une durée de 4 ans à partir de la saison 2024/2025, correspondant à une Olympiade.
29. Le Comité Directeur essaie d'encourager au maximum la parité Hommes/Femmes.
30. Peuvent être membres du Comité Directeur, toute personne majeure, à jour de sa cotisation et licencié au sein d'une Section Locale ou du Club Référent.
31. Ne peuvent être membres du Comité Directeur :
- Les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales ;
 - Les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales.
 - Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité pour manquement grave aux règles techniques du jeu constituant une infraction à l'esprit sportif.
 - Tout membre du Comité Directeur qui aura, sans excuse acceptée par celui-ci, été absent à trois séances consécutives, sera considéré comme démissionnaire.
32. Pour chaque séance, il sera tenu un procès-verbal qui sera archivé.



Article 10 - Election du Président

33. L'élection du Président se déroule dans les conditions suivantes :
- Le Comité Directeur nouvellement désigné se réunit aussitôt sous la présidence du doyen d'âge.
 - Il élit en son sein un Président à la majorité absolue.
 - En cas d'égalité entre plusieurs candidats, un deuxième tour de scrutin est organisé à la majorité relative.

Article 11 - Prérogatives du Président

34. Le président est élu pour une durée de 4 ans à partir de la saison 2024/2025 (le premier mandat suivant la création de l'Association devra prendre fin en 2024).
35. Il ne peut cumuler des fonctions de double Présidence au sein d'associations affiliées à la FFA.
36. Il préside l'Assemblée Générale, le Comité Directeur et le bureau du Comité Directeur de l'Association
37. Il ordonne les dépenses.
38. Il représente l'Association dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux. Il peut notamment ester en justice.
39. Il peut déléguer certaines de ses attributions dont il fixe la nature et la durée ; toutefois la représentation de l'Association en justice ne peut être assurée, à défaut du Président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.
40. Il prend toutes les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'Association, en informe le Comité Directeur et le cas échéant les Sections Locales adhérentes.



Article 12 - Vacance du poste de Président

41. En cas de vacance du poste de Président pour quelque cause que ce soit, le Vice-Président délégué assurera provisoirement les fonctions présidentielles. Dès sa première réunion suivant la vacance et après avoir, le cas échéant, complété son effectif, le Comité Directeur élit un nouveau Président pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Article 13 - Réunions du Comité Directeur

42. Le Comité Directeur se réunit au moins trois fois par an, en plus de l'AG annuelle ; il est convoqué par son Président. La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le tiers plus un au moins de ses membres.
43. La présence de la moitié au moins des membres du Comité Directeur est nécessaire pour la validité des délibérations.
44. Tout membre du Comité Directeur empêché d'assister à une réunion peut donner procuration écrite à l'un de ses collègues. Nul ne peut détenir plus d'une procuration.
45. Les décisions sont prises, autant que faire se peut, à l'unanimité. Si nécessaire, un vote à la majorité relative des suffrages exprimés est mis en place.
46. Le Comité Directeur peut inviter toute personne dont il juge la présence utile.

Article 14 - Révocation du Comité Directeur

47. L'Assemblée Générale du Club peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :
48. L'Assemblée Générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers au moins des Membres plus un.
49. Les deux tiers au moins des Membres doivent être présents ou représentés ;
50. La révocation du Comité Directeur doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés.
51. Si la révocation du Comité Directeur est décidée par l'Assemblée Générale, le Président (ou à défaut, le Bureau complété comme prévu ci-après) est chargé de convoquer, dans un délai maximum de deux mois, l'Assemblée Générale destinée à élire un nouveau Comité Directeur pour la durée restant à courir du mandat interrompu.
52. Jusqu'à l'élection d'un nouveau Comité Directeur, l'expédition des affaires courantes est assurée par le Bureau de l'Association ainsi que par trois personnes désignées à cet effet par l'Assemblée Générale ayant mis fin au mandat du Comité Directeur.



Article 15 – Pouvoirs du Comité Directeur

53. Le Comité Directeur est investi des pouvoirs les plus étendus dans la limite de l'objet de l'association.
54. Il convoque les assemblées générales ordinaires et extraordinaires dont il fixe l'ordre du jour, arrête le montant des cotisations annuelles du Club Référent, vote avant le début de l'exercice le budget annuel qui sera approuvé par l'Assemblée générale.
55. Il administre les biens de l'association et surveille la gestion des membres du Bureau.
56. Il prépare et vote les modifications du règlement intérieur, qu'il présente à l'Assemblée Générale Ordinaire.
57. Il prépare les projets de modification des statuts à soumettre à l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 16 - Bureau

58. Le Bureau, dont le mandat prend fin avec celui du Comité Directeur, comprend au minimum :
59. Le Président élu ;
60. Un Vice – Président délégué ;
61. Un Secrétaire Général et un (ou plusieurs) Secrétaire(s) adjoint(s) (d'une autre section que le secrétaire général);
62. Un Trésorier Général et un (ou plusieurs) Trésorier(s) adjoint(s) (d'une autre section que le trésorier général);
63. Après l'élection du Président, le Comité Directeur élit en son sein, à la majorité relative et au scrutin secret, le Bureau ;
64. Le Bureau se réunit chaque fois que le besoin s'en fait sentir (avec un minimum de 3/an).



TITRE 4 – RESSOURCES ET GESTION FINANCIÈRE

Article 17 - Ressources de l'Association

65. Les ressources de l'Association se composent :
66. Des cotisations des Membre-adhérents composant le Club Référent dont le montant sera fixé annuellement par l'Assemblée générale au plus tard deux mois avant le début de la saison sportive, et sera soumis à une proposition d'harmonisation entre toutes les Sections ;
67. D'une quote-part « Licence » minime (<10%) par licence de membres-adhérents des Sections Locales, ré-attribuée vers un budget de fonctionnement ou d'investissement commun et dont le montant est fixé en AG;
68. D'une quote-part « Déplacement » des SL vers le Club référent, dont le montant est voté chaque année en AG et précisé dans le Règlement Intérieur;
69. Des recettes de toute nature provenant des manifestations qu'il organise et notamment des droits d'engagement ;
70. Des subventions de toute nature ;
71. Des produits de partenariats privés ;
72. Des recettes provenant de biens de valeur de toute nature appartenant à l'Association ;
73. Des donations et legs ;
74. De toutes ressources autorisées par la loi.

Article 18 - Gestion Financière

75. L'exercice financier de l'Association coïncide avec l'année civile.
76. Une comptabilité complète de toutes les dépenses et de toutes les recettes doit être tenue.
77. Le budget annuel doit être adopté par le Comité Directeur avant le début de chaque exercice.
78. Dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice, la comptabilité de l'Association doit être soumise à l'Assemblée Générale.
79. Toute convention conclue entre l'Association d'une part et un administrateur, son conjoint ou un proche d'autre part, est soumise pour autorisation au Comité Directeur et présentée pour information à l'Assemblée Générale suivante.

Article 19 - Règles Financières entre l'Association et les Sections Locales

80. L'Association s'interdit tout transfert financier sans appel de fond ou facture, des Sections Locales vers le Club Référent et vice-versa.
81. L'Association n'est responsable financièrement que pour les seules dépenses décidées par les instances dirigeantes de l'Association.



82. Les Sections Locales sont garantes de leur budget propre émanant de leurs collectivités locales.
83. Chaque Section Locale garde la maîtrise financière et la responsabilité des manifestations qu'elle organise au jour de la création de l'Association.

TITRE 5 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Article 20 – Date et convocation

84. L'Assemblée Générale se réunit une fois par an à l'initiative du Comité Directeur.
85. Une autre Assemblée Générale peut se tenir à l'initiative du Comité Directeur ou à celle du tiers plus un, au moins, des Membres de l'Association.
86. La convocation à ces Assemblées Générales doit être envoyée aux Membres, par tout moyen, au moins quinze jours avant la date prévue.

Article 21 – Représentation

87. L'Assemblée Générale est composée des membres des Comités Directeurs du club référent et des Sections Locales affiliées à l'Association :
88. Chaque Section Locale sera représentée par son président, son secrétaire ou représentant avec les pouvoirs.
89. L'Assemblée Générale comprend en outre les membres honoraires, membres bienfaiteurs ainsi que les membres invités, notamment les représentants des collectivités territoriales concernées par l'Association. Ces catégories ont voix consultative.
90. Lors des votes, chaque Section Locale a droit à un nombre de voix égal au nombre de licenciés et/ou d'adhérents au 31 décembre précédant l'Assemblée Générale. Les voix sont portées par le Président de la Section Locale ou son représentant.
91. Les représentants des Sections Locales et du club référent cessent de faire partie de l'Assemblée Générale et de toutes les autres instances de l'Association, dès lors qu'ils n'exercent plus les fonctions ou qu'ils n'ont plus la qualité au titre desquelles ils siégeaient.

Article 22 - Déroulement de l'Assemblée Générale

92. Les Assemblées Générales sont présidées par le Président de l'Association ou son représentant.
93. Les votes de l'Assemblée Générale portant sur des personnes ont lieu obligatoirement au scrutin secret.
94. Les autres votes ont lieu à main levée à moins que trois membres au moins aient demandé un scrutin secret.
95. La majorité relative des suffrages exprimés est requise pour tout vote, sauf exception dûment annoncée dans les présents Statuts.
96. Le vote par correspondance est interdit.
97. Le vote par procuration est admis au profit d'un autre membre. Un même membre ne peut cumuler plus d'une procuration.



Article 23 - Ordre du Jour

98. L'ordre du jour est arrêté par le Comité Directeur ou le cas échéant le tiers des membres de l'Association et prévoit, au minimum :
99. La présentation des rapports moral et financier de l'Association.
100. L'approbation des comptes de l'exercice clos (bilan et compte de résultat).
101. La présentation et l'approbation du budget prévisionnel de l'exercice suivant.
102. L'élection de deux réviseurs aux comptes qui ne peuvent être membres du Comité Directeur de l'Association.
103. La nomination éventuelle d'un commissaire aux comptes dès que les seuils financiers qui rendent cette nomination obligatoire sont atteints.
104. Il doit être envoyé à tous les Membre-adhérent de l'Association et aux membres du Comité Directeur au moins quinze jours avant la date de l'Assemblée Générale.

Article 24 - Vérification des Pouvoirs

105. Préalablement à l'Assemblée Générale, le Président nommera 2 personnes au minimum chargées de s'assurer de la validité des pouvoirs des Membres.
106. Ce groupe se réunit immédiatement avant l'Assemblée Générale.

Article 25 - Quorum

107. Pour se tenir valablement, l'Assemblée Générale doit se composer :
108. D'un tiers au moins des Membres de l'AG plus un ;
109. Des deux tiers des voix représentées par les Sections Locales (Membre-adhérents).
110. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est refermée et est ouverte immédiatement une Assemblée Générale Extraordinaire et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou de voix représentées.



TITRE 6 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Article 26 - Assemblée Générale Extraordinaire

- 111. Si besoin est, ou à la demande du tiers plus un des membres inscrits, le Président convoque, dans les conditions prévues dans les présents Statuts, une Assemblée Générale Extraordinaire, pour :
- 112. La modification des statuts ;
- 113. La dissolution de l'association ;
- 114. La révocation du Comité Directeur (cf Article 14) ;
- 115. La fusion avec une autre association ou la fusion-absorption d'une association (autre que les nouvelles Sections Locales) ou la reprise d'autonomie du club référent;
- 116. La décision d'actes importants n'étant pas du ressort de l'Assemblée Générale Ordinaire (achat de biens, dévolution de biens, etc.).

Article 27 - Déroulement de l'Assemblée Générale

- 117. Les Assemblées Générales sont présidées par le Président de l'Association ou son représentant.
- 118. Les votes de l'Assemblée Générale portant sur des personnes ont lieu obligatoirement au scrutin secret.
- 119. Les autres votes ont lieu à main levée à moins que trois membres au moins aient demandé un scrutin secret.
- 120. La majorité absolue des suffrages exprimés est requise pour tout vote, sauf exception dûment annoncée dans les présents Statuts.
- 121. Le vote par correspondance est interdit.
- 122. Le vote par procuration est admis au profit d'un autre membre. Un même membre ne peut cumuler plus d'une procuration.

Article 28 – Modification des Statuts

- 123. Les Statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Comité Directeur ou du tiers des membres dont se compose l'Assemblée Générale. Cette dernière proposition doit être soumise au Comité Directeur, au moins un mois avant l'Assemblée Générale Extraordinaire.
- 124. L'Assemblée Générale ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés et que si les deux tiers des voix représentées par les Sections Locales sont comptabilisés.
- 125. Dans tous les cas, les Statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents et éventuellement représentés.



Article 29 – Dissolution de l'association

- 126. En cas de dissolution par quelque mode que ce soit, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association.
- 127. Elle attribue l'actif net, conformément à la loi, aux Sections Locales ou à défaut à des associations similaires
- 128. La répartition des avoirs vers les S-L se fait au prorata du nombre de Licenciés respectifs
- 129. En aucun cas, les membres de l'Association ne peuvent se voir attribuer, en dehors de la reprise de leurs apports, une part quelconque des biens.

Article 30 – Reprise d'autonomie

- 130. Les conditions de reprise d'autonomie des Sections Locales sont fixées dans les articles 4 et 33.
- 131. La reprise d'autonomie du Club Référent se fait sur proposition du Comité Directeur ou du tiers des membres dont se compose l'Assemblée Générale. Cette dernière proposition doit être soumise au Comité Directeur, au moins un mois avant l'Assemblée Générale Extraordinaire.
- 132. L'Assemblée Générale ne statue sur ce point que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés et que si les deux tiers des voix représentées par les Sections Locales sont comptabilisés.
- 133. Cette reprise d'autonomie peut être votée à la majorité relative des membres présents et éventuellement représentés.

Article 31 - Dispositions administratives

- 134. L'association a été déclarée à la préfecture de Toulon sous le numéro
- 135. Le Président, ou à défaut son délégué, doit faire connaître dans les trois mois, à la Préfecture ou Sous-Préfecture du département du VAR :
- 136. Tous les changements survenus dans son administration.
- 137. Les délibérations de l'Assemblée Générale concernant la modification des Statuts, la révocation du Comité, la dissolution de l'association et la liquidation de ses biens.

TITRE 7 – LES SECTIONS LOCALES

Article 32 – Les Sections Locales

- 138. L'Association TOULON METROPOLE ATHLETISME est reconnue par la Fédération Française d'Athlétisme comme un club Référent regroupant des Clubs associés (Sections Locales), conformément aux règlements généraux qui régissent cette Fédération.
- 139. L'ensemble de ces Sections Locales se situe sur le territoire du Comité Départemental du Var.
- 140. Les Sections Locales sont au moins affiliées à la Fédération Française d'Athlétisme



Article 33 - Adhésion ou retrait d'une Section Locale

141. Chaque Section Locale est une association régie par la loi de 1901, indépendante avec ses propres statuts et règlement intérieur. Chaque Section Locale prend l'engagement d'accepter et d'appliquer les présents statuts, dans le cadre de l'Association « TOULON METROPOLE ATHLETISME » et ne peut engager l'Association que dans le cadre des délégations d'attributions et de signatures validés par le Comité Directeur.
142. La décision de rattachement d'une Section Locale à l'Association doit avoir été prise par une assemblée générale de la Section Locale (ou du conseil d'administration pour un club omnisports) conformément à ses statuts.
143. Elles doivent formuler par écrit la demande de rattachement au Club Référent mentionnant la décision en ce sens prise par l'Assemblée Générale de cette Association (ou du conseil d'administration pour un club omnisports).
144. Elles doivent mentionner leur affiliation à une ou plusieurs Fédérations affinitaires.
145. L'acceptation d'une nouvelle Section Locale est soumise au vote de la majorité des deux tiers du Comité Directeur. Son entrée dans l'Association n'est effective qu'après acceptation de l'Association.

Une Section Locale peut demander à quitter l'Association après décision de son assemblée générale (ou du conseil d'administration pour un club omnisports). Elle doit pour cela avertir le Comité Directeur du Club Référent par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou lettre remise en main propre contre récépissé au Président de l'Association, envoyée au plus tard trois mois avant la fin de la saison en cours. Si celui-ci se trouve être le Président, la démission sera adressée, dans les mêmes termes, au Vice-Président délégué.
146. Le Comité Directeur de l'Association peut prononcer le départ d'une Section Locale pour manquement grave aux présents Statuts ou au Règlement Intérieur, notamment :
147. Toute action de nature à porter préjudice, directement ou indirectement, aux activités de l'Association, à sa réputation ou à celle de ses dirigeants, tant moral, matériel ou financier.
148. Non-paiement des appels de fonds et ce, dans un délai d'un mois.
149. Non-participation aux activités de l'Association.

Article 34 – Droits des sections locales

150. Les Sections Locales conservent leur propre gestion financière.
151. Les Sections Locales conservent leurs propres entraîneurs et animateurs. Les intervenants comme les athlètes pourront pratiquer sur tous les lieux d'entraînements des différentes Sections Locales après accords écrits des présidents des Sections Locales et des collectivités. Elles s'organisent collectivement afin d'optimiser l'animation et l'entraînement des adhérents sur les différents lieux.
152. Chaque Section Locale garde la maîtrise et la responsabilité des manifestations qu'elle organise au jour de la création de l'Association (cf Article 19)
153. La mention de la Section Locale apparaîtra sur le maillot de TMA, sans qu'elle soit supérieure à celle du club Référent. A partir du niveau régional, les athlètes du club Référent et des Sections Locales concourent tous sous le même maillot, dont les couleurs dominantes sont le bleu, blanc et jaune. En dessous de ce niveau les athlètes pourront porter leur maillot de section locale.



Article 35 – Devoirs des Sections Locales

154. Une Section Locale s'engage à obtenir l'agrément Jeunesse et Sport (si elle ne l'a pas), à fournir ses statuts au Comité Directeur de l'Association TMA et à effectuer les modifications nécessaires pour les mettre en conformité avec ceux de l'Association.
155. Une Section Locale s'engage à fournir à l'Association TMA, ses comptes rendus de conseil d'administration, de commissions et d'assemblées générales, son budget prévisionnel et ses bilans (financier et moral) à titre d'information.
156. Une Section Locale s'engage à signer une convention avec l'Association TMA définissant les critères financiers de fonctionnement et les objectifs sportifs.
157. Une section locale s'engage à respecter et à tout mettre en œuvre pour la réalisation du projet sportif.

TITRE 8 – REGLEMENT INTERIEUR

Article 36 – Règlement Intérieur

158. Les règles spécifiques de fonctionnement d'une Association accueillant des Sections Locales, nécessitent la mise en place d'un Règlement Intérieur précisant les points suivants :
159. L'application des procédures mentionnées dans le chapitre des Règlements Fédéraux évoquant :
 - Les conditions d'affiliation,
 - La situation administrative des adhérents et le respect lié à leur éventuel changement de qualification pour une autre association,
 - Les droits et obligations administratives et techniques,
 - Les contributions financières,
 - Les modalités de représentation sur le plan sportif.
 - Les modalités liées au retour d'une Section Locale à son statut d'association autonome;
160. Les modalités liées au fonctionnement financier de l'Association Club Référent, à la participation financière des Sections Locales, à la mutualisation éventuelle d'investissement en matériels ou en équipements, à la mutualisation de financements pour l'exercice des activités sportives d'entraînement, de formation ou de compétition et aux procédures de contrôle des comptes.
161. Les modalités de fonctionnement technique liées à la pratique des adhérents, mutualisation des équipements et de l'encadrement, définition des objectifs spécifiques des Sections Locales et du Club Référent.
162. Les modalités de création et de fonctionnement de Commissions permettant le développement et la mise en œuvre des objectifs de l'Association.
163. Les modalités de représentation au sein des instances déconcentrées de la Fédération Française d'Athlétisme.
164. Les modalités de régulation de la vie associative par la mise en place d'une structure visant à faire respecter les Statuts et le Règlement Intérieur.
165. Les modalités de ré-attribution de l'actif en cas de dissolution.